

Faits saillants de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité : Mercredi 7 décembre 2022

Après la cérémonie de mardi, des déclarations d'ouverture et des déclarations régionales ont marqué le début des travaux officiels de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité, y compris la quinzième réunion de la Conférence des Parties (CdP 15) à la Convention sur la diversité biologique (CDB), la dixième réunion de la Parties au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques (RdP10 du PC) et la quatrième Réunion des Parties au Protocole de Nagoya (RdP4 du PN) sur l'accès et le partage des avantages (APA). Deux groupes de travail se sont réunis dans l'après-midi pour examiner les projets de décisions et établir de multiples groupes de contact et informels sur les points les plus litigieux. Trois groupes de contact se sont réunis dans la soirée pour traiter des projets de décisions portant sur : les mécanismes de planification, de suivi, d'établissement de rapports et d'examen ; la mobilisation des ressources ; et l'évaluation et la gestion des risques dans le cadre du Protocole de Carthagène.

La plénière d'ouverture

Le président de la COP 15, Huang Runqiu, ministre de l'Ecologie et de l'Environnement, Chine, a ouvert la conférence en soulignant que les pertes de biodiversité ébranle les fondements des Objectifs de développement durable (ODD) et en soulignant que « nous devons maintenant conclure un pacte de paix avec la nature » à travers un cadre mondiale de la biodiversité (CMB) renouvelé.

Inger Andersen, directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a souligné la « mort par millions de coupures » que la nature endure. « Le monde vous regarde », a-t-elle rappelé aux participants, souhaitant qu'ils mettent leurs différences de côté pour faire face à « l'apocalypse », vu que l'humanité est menacée par une triple crise planétaire.

Elizabeth Maruma Mrema, secrétaire exécutive de la CDB, a déclaré que le succès de la CdP 15 repose sur un CMB ambitieux et réalisable, implorant les parties de remettre la planète sur la voie de la relance.

Les Déclarations : Le Sénégal, s'exprimant au nom du GROUPE AFRICAÏN, a affirmé l'engagement de ce dernier à parvenir à un CMB transformateur, notant qu'une action ambitieuse nécessite des ressources financières adéquates, la création d'un fonds mondial pour la biodiversité à hauteur d'au moins 100 millions de dollars par an et la mise en place d'un

système multilatéral sur le partage des avantages tirés des données de séquence numérique (DSN).

Les Palaos, au nom de l'ASIE-PACIFIQUE, ont souligné que le CMB est un instrument important qui façonnera l'avenir de la biodiversité et assurera la survie humaine, soulignant la nécessité d'une mobilisation adéquate des ressources, du transfert de technologie, du renforcement des capacités et du partage juste et équitable des avantages.

Le Costa Rica, au nom de l'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (GRULAC), a souligné la nécessité : de moyens de mise en œuvre solides, y compris des ressources financières facilement accessibles, le transfert de technologie et la coopération technique et scientifique ; des dispositions solides pour le suivi, l'établissement de rapports et l'évaluation ; une solution pour le partage des avantages liés aux DSN ; et une approche fondée sur les droits humains.

La République tchèque, au nom de l'UE, a souligné que le projet CMB actuel offre une bonne base pour la phase finale des négociations, soulignant la nécessité d'objectifs et de cibles ambitieux, mesurables et limités dans le temps, accompagnés d'un cadre de suivi, de rapport et d'évaluation, ainsi que la mobilisation des ressources de toutes les sources.

La Nouvelle-Zélande, au nom du groupe JUSSCANNZ, a souligné la nécessité d'un CMB apte à entraîner le changement et à mettre fin à la perte de biodiversité, accompagné de mécanismes de planification, de rapport et d'évaluation, et d'un ensemble clair d'indicateurs de suivi des progrès accomplis. La déléguée a souligné le besoin de synergies entre les différents processus, les solutions fondées sur la nature et le travail collectif intersectoriel.

L'UE et le groupe JUSSCANNZ ont condamné l'agression russe en Ukraine, soulignant la dégradation de l'environnement qui y est associée. La FÉDÉRATION DE RUSSIE a exhorté le maintien de la CDB en tant que plate-forme dépolitisée.

Antigua-et-Barbuda, au nom des PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT (PEID), a exhorté les circonstances particulières des PEID à être reconnues dans le CMB, soulignant que ces pays sont touchés de manière disproportionnée par le déclin de la biodiversité et que leurs modes de vie et de survie sont en jeu. Le MEXIQUE, au nom de 45 parties de toutes les régions et les ÉTATS-UNIS, ont déposé une déclaration appelant à l'adoption d'un CMB ambitieux.

L'Éthiopie, au nom des PAYS RICHES EN BIODIVERSITÉ et AUX VUES SIMILAIRES, a souligné leur rôle clé dans la réalisation des objectifs du CMB liés à la conservation, et la

nécessité d'un soutien financier et technique adéquat pour la mise en œuvre.

Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Canada, a plaidé pour la désignation d'au moins 30 % des terres et des océans de la Terre comme aires protégées d'ici 2030, et a annoncé l'engagement du Canada à hauteur de 800 millions de dollars canadiens pour le soutien de projets de conservation dirigés par des autochtones.

Le GROUPE DE LIAISON DES CONVENTIONS RELATIVES À LA BIODIVERSITÉ a souligné le potentiel de coordination entre ses huit traités dans la fourniture, la mise en œuvre et le suivi du CMB, soulignant le rôle des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité dans la garantie des synergies au niveau de la mise en œuvre. L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE a déclaré que toute solution pour arrêter et inverser la perte de biodiversité nécessitera une transformation du système agroalimentaire. La HIGH AMBITION COALITION FOR NATURE AND PEOPLE a souligné le soutien à l'objectif du CMB consistant à conserver au moins 30% des terres et des océans de la planète, tout en respectant les droits des peuples autochtones et des communautés locales (PACL). Le CBD WOMEN'S CAUCUS a appelé à garantir une approche fondée sur les droits humains, y compris le droit à un environnement propre, sain et durable, et la justice entre les genres, appelant, en outre, à des processus de suivi et d'évaluation sensibles au genre. LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET INFRA-NATIONAUX ont exhorté la reconnaissance de leur rôle dans le CMB, et la finalisation et l'adoption du nouveau plan d'action relatif aux les gouvernements infranationaux, les villes et autres autorités locales. L'ALLIANCE pour la CDB a déclaré que le CMB doit reconnaître les droits et la souveraineté des PACL sur leurs territoires, exhortant des indicateurs basés sur les droits, sur le genre et sur les PACL. Le délégué a en outre appelé à mettre fin aux incitations perverses et aux modèles agro-industriels actuels qui nuisent à la biodiversité. Le GLOBAL YOUTH BIODIVERSITY NETWORK a déclaré que la crise de la biodiversité est enracinée dans l'injustice et l'inégalité, soulignant que les solutions rapides, les fausses semblants et les slogans vides ont servi les intérêts de ceux qui ont détruit notre monde, aux dépens de ceux qui l'ont nourri et protégé.

Questions d'organisation : Le président Runqiu a rappelé aux délégués que les ordres du jour de la CdP 15, de la CdP/RdP 10 du PC et de la CdP/RdP 4 du PN ont été adoptés durant la première partie de la réunion. Les délégués ont approuvé l'organisation des travaux (CBD/COP/15/1/Add.4/Rev.1, CBD/CP/MOP/10/1/Add.4/Rev.1 et CBD/NP/MOP/4/1/Add.4/Rev.1) ; a élu Rosemary Paterson (Nouvelle-Zélande) et Helena Brown (Antigua-et-Barbuda) présidentes du groupe de travail ; et a indiqué que Elvana Ramaj (Albanie) et Eric Okoree (Ghana) continueront d'exercer respectivement les fonctions de rapporteure et de président de la commission de vérification des pouvoirs, après leur réélection lors de la première partie de la réunion.

Rapports : Hesiquio Benítez Díaz (Mexique), président de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA), a présenté le rapport de l'OSASTT 24 (CBD/SBSTTA/24/12), soulignant que les SBSTTA 23 et 24 ont fourni 17 projets de recommandations, dont beaucoup contiennent encore des questions non résolues. Charlotta Sörqvist (Suède), présidente de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI), a présenté le rapport de la SBI 3 (CBD/SBI/3/21), faisant

état des recommandations visant à soutenir le CMB et concernant, notamment, le suivi et la mobilisation des ressources. Basile van Havre (Canada) et Francis Ogwal (Ouganda), coprésidents du groupe de travail sur le CMB, ont rendu compte des troisième, quatrième et cinquième réunions du groupe de travail (CBD/WG2020/3/7, CBD/WG2020/4/4, et CBD/WG2020/5/L1). Ils ont souligné que les progrès du groupe de travail sur le projet de CMB sont insuffisants et ont fait appel à la souplesse et à l'esprit de compromis des parties.

Le président du Comité de conformité du PC, Rigobert Ntep (Cameroun), a présenté le rapport du Comité portant sur ses 16e et 17e réunions (CBD/CP/MOP/10/2). La présidente du Comité de conformité du PN, Betty Kauna Schroder (Namibie), a présenté le rapport du Comité (CBD/NP/MOP/4/2).

Budget : Le Secrétaire exécutif de la CDB, Mrema, a présenté le budget proposé (CBD/COP/15/7 et 7/Add.1). La Plénière a établi un groupe de contact.

Groupe de travail I

Le Secrétariat a présenté la compilation des projets de décisions pour examen par la CdP 15 et la RdP 4 du PN (CBD/COP/15/2 et CBD/NP/MOP/4/1/Add.5). Le président Paterson a proposé, et les délégués ont accepté, que des documents de séance (DS) soient élaborés sur :

- l'éclairage de la base de preuves scientifiques et techniques pour le CMB ;
- l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Convention et du Plan stratégique ;
- la communication ;
- le plan d'action post-2020 sur le genre ;
- les décisions relatives à l'article 8 j) (savoirs traditionnels) ; et
- la collaboration avec les gouvernements infranationaux, les villes et les autres autorités locales.

Un groupe de contact a été créé sur le CMB et les principaux indicateurs, coprésidé par Francis Ogwal (Ouganda) et Basile van Havre (Canada), pour travailler aux côtés d'un Groupe d'amis du président sur le cadre de suivi, dirigé par Hesiquio Benítez Díaz. Des groupes de contact supplémentaires ont été créés pour finaliser les projets de décisions sur :

- Les DSN ;
- La mobilisation des ressources ;
- Le mécanisme financier ;
- Le renforcement des capacités et la coopération technique et scientifique ;
- La Gestion des connaissances ;
- Les mécanismes de planification, de suivi, de rapport et d'évaluation ; et
- L'intégration de la biodiversité.

La FÉDÉRATION DE RUSSIE et l'IRAN se sont déclarés préoccupés par le nombre de groupes établis, soulignant les difficultés rencontrées par les petites délégations, le MAROC y ajoutant que les parties non anglophones sont désavantagées dans les groupes de contact.

Groupe de travail II

Des groupes de contact ont été établis sur :

- L'évaluation des risques et la gestion des risques dans le cadre du Protocole de Cartagena, et la biologie synthétique dans le cadre de la Convention ;
- biodiversité marine et côtière ; et
- Le plan de mise en œuvre et le plan de renforcement des capacités pour le Protocole de Cartagena.

(PC) Suivi et établissement des rapports : Le Secrétariat a présenté le document (CBD/CP/MOP/10/5). L'UE, appuyée par l'INDE et l'AFRIQUE DU SUD, a souligné la nécessité pour le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de fournir un financement en temps opportun aux parties éligibles pour l'élaboration de leurs cinquièmes rapports nationaux, exprimant des préoccupations concernant les retards accusés dans le cycle de rapport précédent. La COLOMBIE a suggéré une référence au plan d'action pour le renforcement des capacités. La MALAISIE a souligné l'importance des documents d'orientation élaborés par le Secrétariat. Un DS sera élaboré.

(PN) Suivi et établissement des rapports : Le Secrétariat a présenté le document (CBD/NP/MOP/4/7). Le ROYAUME-UNI, l'UE, le GROUPE AFRICAÏN et l'INDE ont soutenu les lignes directrices et le format de soumission des premiers rapports nationaux pour le Protocole de Nagoya, précisant que le format devrait être maintenu à l'étude. Le ROYAUME-UNI et l'UE ont soutenu le cycle de rapports synchronisés, y compris le report de la date limite de soumission à 2025, le GROUPE AFRICAÏN suggérant de le reporter à 2026. Le JAPON a proposé de préciser dans le format des rapports que, si une partie au Protocole décide de ne pas élaborer la législation nationale sur l'APA, l'article 13.2 concernant la désignation des autorités nationales compétentes, n'est pas applicable. Le GROUPE AFRICAÏN a souligné l'invitation faite au FEM de mettre des ressources à la disposition des parties éligibles en temps opportun pour l'élaboration des communications nationales. Un DS sera élaboré.

(PC) Évaluation et Examen : Le Secrétariat a présenté le projet de décision basé sur la recommandation 3/2 du SBI. Un DS sera élaboré.

(PC) Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (CE) : Le Secrétariat a présenté le document (CBD/CP/MOP/10/7). Beaucoup ont salué la migration réussie du portail central du CE vers sa nouvelle plateforme améliorée. Le GROUPE AFRICAÏN et d'autres ont appelé à un soutien financier et technique continu pour utiliser la nouvelle plateforme. L'UE, l'INDE et la MALAISIE ont exhorté les parties à ajouter leurs dossiers au CE et à les tenir à jour. Plusieurs groupes et parties ont soumis par écrit des amendements au projet de décision. Un DS sera élaboré.

(PN) Centre d'échange sur l'APA : Le Secrétariat a présenté le document (CBD/NP/MOP/4/6). Beaucoup se sont félicités de l'augmentation constante des dossiers nationaux disponibles sur le Centre d'échange sur l'APA, soulignant la nécessité d'un renforcement continu des capacités. Le ROYAUME-UNI a souligné sa récente publication de communiqués sur les points de contrôle. Le GROUPE AFRICAÏN a souligné l'importance des systèmes d'APA électroniques pour une utilisation efficace du mécanisme d'interopérabilité. Un DS sera élaboré.

(CDB) Biodiversité marine et côtière : Zones marines d'importance écologique ou biologique (EBSA) : Le Secrétariat a présenté cet article, attirant l'attention sur les recommandations 23/4 et 24/10 non finalisées de l'OSASTT, et sur les résultats du forum de discussion en ligne (CBD/EBSA/OM/2022/2/1). Le groupe de travail a convenu que le texte propre de la recommandation 23/4 de l'OSASTT soit converti en un DS et qu'un groupe de contact soit établi pour traiter la recommandation 24/10 de l'OSASTT.

Conservation et utilisation durable : Le Secrétariat a présenté des documents, notamment la recommandation 24/9 non finalisée de l'OSASTT et les résultats du forum de discussion en ligne

(CBD/MCB/OM/2022/1/1). L'article sera traité par le groupe de contact sur les ZIEB.

(PC) Détection et identification des organismes vivants modifiés (OVM) : Le Secrétariat a présenté le document (CBD/CP/MOP/10/10/Rev.1). Le GROUPE AFRICAÏN s'est félicité du projet de décision, soulignant la nécessité de suivre le rythme des développements de la biologie synthétique et d'un renforcement approprié des capacités dans ce domaine. La NOUVELLE-ZÉLANDE a soutenu les efforts de renforcement des capacités, notant qu'ils doivent être cohérents avec le plan d'action de renforcement des capacités pour le Protocole de Carthage.

L'UE et la NOUVELLE ZÉLANDE ont suggéré de saluer la finalisation du manuel de formation. Le BRESIL a souligné que la décision devrait se concentrer sur les OVM susceptibles d'avoir des effets néfastes sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, suggérant la suppression des références à la biologie synthétique et reconnaissant la nécessité d'un renforcement des capacités. L'AFRIQUE DU SUD a souligné la nécessité de traiter les mouvements transfrontières d'OVM et a appelé le FEM à soutenir les projets régionaux. La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a souligné l'importance du partage de l'information et de la coopération. Un DS sera élaboré.

(PC) Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur : Le Secrétariat a présenté le document (CBD/CP/MOP/10/9). L'UE a salué l'entrée en vigueur du Protocole additionnel comme un grand pas en avant et a appelé à de nouvelles ratifications. Le BRESIL a demandé que le projet de décision souligne que le renforcement des capacités est disponible pour les parties au Protocole additionnel. Un DS sera élaboré.

(PN) Renforcement des capacités et sensibilisation : Le Secrétariat a présenté les documents (Recommandation 3/9 du SBI et CBD/NP/MOP/4/5). L'UE a appuyé l'incorporation des éléments de la stratégie de sensibilisation dans la révision du cadre stratégique pour le renforcement et le développement des capacités. Le ROYAUME-UNI a estimé que le renforcement et le développement des capacités devraient être basés sur les besoins exprimés. L'INDE a souligné l'utilité des modules d'apprentissage en ligne. Un DS sera élaboré.

Dans les couloirs

« Cette conférence est notre chance d'arrêter cette orgie de destruction ! » Les paroles prononcées par le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, lors de la cérémonie d'ouverture, la veille de l'ouverture officielle de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité, ont eu un impact sur les participants arrivés à la réunion. Certains ont été entendus faisant part de sentiments dans leurs réflexions sur la responsabilité de la CdP de s'attaquer aux causes profondes de la perte de biodiversité et de générer un soutien financier substantiel.

Alors que les déclarations plénières d'ouverture faisaient écho à la nécessité d'un sentiment d'urgence pour parvenir à un résultat positif, et sans s'attarder, les parties se sont efforcées de réorganiser leur stratégie en groupes de travail et de contact. « La pression est comme jamais auparavant », a déclaré une observatrice alors qu'elle se dirigeait vers un groupe de contact en soirée. Les avertissements sévères des scientifiques et des organisations des Nations Unies, la présence médiatique sans précédent du monde entier et les manifestants entourant le centre de conférence, a-t-elle déclaré, sont « espérons-le, les éléments manquants nécessaires pour élever l'ambition et cristalliser la volonté politique requise, car tout notre programme est résumé dans un seul but : sauver la vie sur Terre.

